

MANIFESTE DE BIERVILLE :

LE SOCIALISME PERSONNALISTE

« Le socialisme personaliste s'affirme comme un OUI au bonheur des peuples et des personnes »

Ce manifeste a été élaboré en 1975, il est le résultat du travail des militants du parti de la JEUNE REPUBLIQUE, et notamment de ceux des comités de rédaction et de lecture qui ont tenu à lui donner le nom de MANIFESTE DE BIERVILLE:

Gérard BRISSE – Monique BURAT – Jean CHAPPET – Thérèse CLEUSET – Cécile DIEUDONNE – René FIEVET – Daniel JEANPIERRE – Marcelle LECONTE SOUCHET – Paul MAUREILLE – Marguerite MERKLEN – Alcide MOREL – Louis PERRIN – Marie Thérèse POSTEL – Jean PRALONG – Claude-Roland SOUCHET – Roger THEVIN – Roger VINEL.



La décision de préparer collectivement ce manifeste est venue de la nécessité de situer le parti de la JEUNE-REPUBLIQUE, parmi les autres formations de gauche, non seulement selon un programme politique souvent remis en cause par les événements, mais à partir d'une histoire et d'une conception du monde: le SOCIALISME PERSONNALISTE.

Un manifeste, malgré les idées permanentes qu'il exprime, est inévitablement daté. Il est pensé dans des conditions historiquement déterminées, selon l'état de développement des sciences et des techniques, ainsi que la situation des rapports sociaux qui en résultent.

Dans ce cadre temporel, deux exemples peuvent être placés, parce que très actuels et significatifs:

- La «Société libérale avancée» de M. Giscard d'Estaing s'essouffle: Le chômage s'aggrave, l'inflation se gonfle, l'activité économique se réduit.
- Au surplus, la «libre entreprise », socle du régime, disparaît au profit de sociétés monopolistes qui bénéficient de la multiplication des faillites parmi les petits et moyens patrons. Dans cette jungle économique, c'est la loi qui devrait libérer les plus faibles de l'oppression des puissants. C'est l'inverse qui se produit. Ainsi, la loi de 1948 sur la limitation des loyers s'effondre par pans entiers, au nom de la «liberté" des prix, qui se traduit par l'expulsion des plus défavorisés.

Une alternative globale est possible. Le Programme Commun existe, même s'il doit être rajeuni. Mais le Parti Socialiste et le Parti Communiste manifestent chroniquement un désaccord qui n'est pas seulement conjoncturel.

Le P.S. est un parti libéral qui lutte sincèrement pour l'amélioration des conditions de vie des travailleurs par deux moyens essentiels: l'action syndicale et l'action parlementaire. Ces deux modes d'action sont d'une portée relative, dans la mesure où la plus importante centrale syndicale compte peu de socialistes et où l'action parlementaire est insignifiante dans un régime de pouvoir personnel qui, depuis 1958, pourrait s'intituler «le Troisième Empire », malgré l'absence de droit de succession héréditaire.

Le P.C.F. est un parti révolutionnaire solidement structuré, des cellules de quartier et d'entreprise jusqu'au niveau de l'internationalisme prolétarien. Il veut sincèrement défendre et élargir les libertés, mais, à la différence du P.S., il ne considère pas le suffrage universel comme le dernier mot de la démocratie. Il veut donner la parole, en dernière instance, aux masses qui peuvent agir pacifiquement avec des bulletins de vote, mais aussi par des grèves d'ampleur nationale et diverses manifestations, dans le but, en définitive, d'instaurer un pouvoir populaire au niveau de la grande entreprise, de la commune ou de la nation. Ce n'est plus la majorité des suffrages qui fait la loi mais l'intérêt prioritaire de la classe ouvrière, représentée par "son parti ". C'est un changement de domination qui est visé. Au pouvoir de la bourgeoisie doit succéder celui du prolétariat, qui incarne les intérêts du peuple tout entier.

Les différences de structures et d'objectifs entre le Parti Socialiste et le Parti Communiste expliquent mieux leur échange de flèches que les humeurs respectives de Georges Marchais et de François Mitterrand.

Ce contexte et cette problématique devaient être rappelés, même aussi sommairement, avant d'aborder le contenu du manifeste, dont l'ambition est de mettre en mouvement, pour de nouvelles initiatives et de nouveaux projets.

HISTORIQUE

Parmi les motifs qui ont conduit une poignée de camarades, en différentes occasions, à maintenir, coûte que coûte, le parti de la Jeune République, malgré les séductions du M.R.P., de l'U.G.S., du P.S.U., ou du P.S., figure certainement la volonté de poursuivre une histoire que, sans fausse modestie, nous qualifions d'exemplaire, dans la mesure où des options, à des moments décisifs -comme la Résistance au nazisme - se sont révélées des choix bénéfiques pour l'ensemble de notre peuple. Il suffit, dans le cadre assez étroit de ce manifeste, de remettre en mémoire les événements majeurs.

L'information sera complétée par le mémoire présenté par Jacques PETIOT à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris en mai 1965 : *La Ligue de la Jeune- République (1912-1924)* et par celui de Françoise GASPARD : *La Jeune-République 1924-1935*, soutenue en septembre 1969 à la même faculté parisienne. A noter aussi qu'il existe (4, rue de Louvois,

75002 Paris) une reproduction sur microfilms de la Jeune-République de juin 1920 à juin 1940 et d'octobre 1944 à juin 1972).

La JEUNE-REPUBLIQUE fut fondée en 1912 par MARC SANGNIER et ses compagnons, dont Jean LEROY - actuel Président d'honneur du Parti - et Joseph RIOU, récemment décédé.

Quel était, à l'époque son programme?

La JEUNE-REPUBLIQUE demandait l'institution de la représentation proportionnelle, afin que toutes les fractions de l'opinion puissent s'exprimer au Parlement. Elle réclamait une législation protectrice du travail : réglementation du nombre d'heures de travail, minimum de salaire dans certaines industries, exacte application du repos hebdomadaire, législation sur les accidents professionnels, protection de la vieillesse...

« Que l'on s'efforce de mettre à même les prolétaires et devenir, dans l'usine ou dans l'atelier, non seulement des annexes de la machine mais des cerveaux qui pensent et des volontés qui agissent ; notre désir serait qu'il n'y eût plus de salariés vendant leur travail pour recevoir simplement de quoi subsister, mais que la collaboration fraternelle des travailleurs d'une industrie, d'un atelier, d'une usine, permette à ceux-ci de posséder ensemble les Instruments de leur propre travail ».

En 1920, la tendance majoritaire de la JEUNE-REPUBLIQUE préconise la nationalisation des services ainsi que l'extension très large du système coopératif. Dans la Jeune République du 17 août 1923 on pouvait lire « l'alliance du capitalisme et du nationalisme telle qu'elle se présente actuellement, constitue le plus grave péril pour la paix ». Le capitalisme y était dénoncé dans son appétit de gain et le nationalisme pour son idolâtrie de la patrie, prise comme fin en soi.

Entre 1924 et 1928, la JR entreprend des campagnes en faveur de la Paix religieuse, dénonce la collusion des catholiques et de la droite, et, dans l'organe de la Ligue de la Jeune République (8 août 1924), Maurice Lacroix défend la neutralité positive de l'état dans le respect de toutes les convictions.

La paix entre les nations a été aussi la grande mission de Marc SANGNIER. Des congrès se réunissent chaque année. La propagande pacifiste se déploie, tandis que les conditions du maintien de la paix sont étudiées au cours de sessions. Le Congrès de Bierville, en août 1926, connut un retentissement mondial. Plus de 5.000 participants représentant 33 pays, des personnalités d'origine allemande, belge, britannique, l'évêque d'Arras, le Président de la Ligue des Droits de l'Homme, René CASSIN, délégué français à la Société des Nations, étaient présents. Bierville fut l'écho de Genève dans le cœur des hommes de bonne volonté.

(Lorsque, le 19 mai 1975, Louis PERRIN, président, Claude-Roland SOUCHET, secrétaire général, ainsi que quelques camarades se rendirent à Bierville, ils découvrirent, cachée dans la verdure, une stèle où le nom de la JEUNE REPUBLIQUE est gravé dans le marbre. Ils décidèrent, pour célébrer ce passé toujours présent, de donner à ce texte le nom de « MANIFESTE DE BIERVILLE »).

L'action de la JEUNE-REPUBLIQUE se manifeste aussi sur le plan électoral. En 1928, le professeur Louis ROLLAND bat à Cholet le député conservateur, mais MARC SANGNIER,

candidat à Vanves, n'est pas élu à cause, sans doute, de l'hostilité des bourgeois catholiques qui lui préfèrent le Radical PIC.

En 1930, LA JEUNE-REPUBLIQUE, avec Fabien FRANCE, lance l'idée d'une « gauche nouvelle » et ouvre les colonnes du journal à des syndicalistes de la C.G.T. et de la C.F.T.C., ainsi qu'à des mouvements de jeunes, comme la J.O.C. Elle lutte contre le fascisme et l'antisémitisme, en liaison avec des hommes comme Bernard LECACHE et Pierre MENDES-FRANCE.

Alors qu'une crise économique sans précédent, commencée aux Etats-Unis, se répand sur l'Europe, LA JEUNE- REPUBLIQUE se prononce en faveur d'une véritable démocratie économique et demande, outre la généralisation des contrats collectifs de travail l'instauration du contrôle ouvrier.

Guy MENANT, malgré l'ironie des milieux bien pensants, est élu en 1932 à Château-Gontier contre un réactionnaire et Philippe SERRE triomphe à Briey, le 2 avril 1933. Est-ce enfin la « trouée » ? Marc SANGNIER, qui a échoué à La Roche-sur-Yon, se désintéresse des compétitions électorales. Il se veut avant tout un combattant de la paix, il cède son rôle de leader à Georges HOOG.

Au cours de ces années 30, les difficultés du régime capitaliste n'entraînent pas la J.-R. à vouloir supprimer les institutions parlementaires. Elle recherche seulement des remèdes, en exigeant que les intérêts particuliers soient soumis à l'intérêt général. Elle réaffirme les constantes de son programme: nationalisations des monopoles (mines, assurances, pétrole, usines d'armement, grandes banques) ainsi que l'extension des coopératives de production.

Dans ce programme de 1933, LA JEUNE-REPUBLIQUE réclame pour les travailleurs l'application de la semaine de 40 heures.

Sur le plan international, LA JEUNE-REPUBLIQUE condamne le fascisme de MUSSOLINI et, dès son apparition, l'hitlérisme. A partir de 1935, elle comprendra progressivement que seule la force peut faire échec aux menées expansionnistes de l'Italie et de l'Allemagne.

Au lendemain du 6 février 1934, la Ligue de la Jeune-République estime que « seul un Front Républicain groupant tous les travailleurs, tous les syndiqués, tous les militants démocrates et pacifistes sauvera la liberté ». Le 12 février 1934, LA JEUNE-REPUBLIQUE participe à la grande manifestation organisée par le Parti Socialiste pour la défense de la République menacée par les factions d'extrême-droite.

Aux élections municipales de mai 1935, la J.-R. présente 300 candidats. Paul BOULET est élu maire de Montpellier, avec l'appui de la S.F.I.O. La Ligue se rapproche de plus en plus des socialistes. Cinq de ses députés participent au cortège du 14 juillet 1935. La J.-R., rassurée par la définition de la « laïcité-neutralité sincère » et non pas « irreligion d'Etat » - adhère au Rassemblement Populaire, dont les partis socialiste et communiste constituent les forces principales. Le Secrétaire général, Georges HOOG, justifie les choix de la J.-R. Face aux menaces de dictature, il ne saurait y avoir d'ennemis à gauche alors que, par ailleurs, aucune confusion avec les marxistes n'est concevable. Maurice LACROIX joue un rôle important au Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes.

Le 11 janvier 1936, l'article 2 des statuts est révisé : la Ligue devient officiellement le PARTI DE LA JEUNE-REPUBLIQUE.

Aux élections législatives du 25 avril et du 3 mai 1936, Philippe SERRE et Albert BLANCHOIN sont élus au premier tour. A Montpellier, Paul BOULET et à Mirecourt, Jean LEROY, remportent la victoire avec le soutien des électeurs socialistes et communistes.

Le 10 juillet 1940 tous les députés J.-R. présents à VICHY s'opposent à l'abdication du Parlement et à l'assassinat de la République au profit de PETAIN. Fidèles à l'esprit du Front Populaire, au nom duquel ils ont été élus, ils feront partie des 80 irréductibles. Ils seront parmi les premiers Résistants.

Au cours du deuxième semestre 1940, nos camarades Alcide MOREL et Raymond BURGARD fondent la feuille clandestine bordée de tricolore «VALMY», l'un des premiers réseaux de la Résistance française. Nombreux seront les disciples de Marc SANGNIER déportés comme Marcel LEROY, Henri RÔDEL, Charles GEERAERT, Gustave VAN VEERT, Pierre LEPETIT. D'autres encore, Jean TRAVERSAT est tué dans un maquis de l'Indre et BURGARD, après sept mois de détention cellulaire, décapité en Allemagne, le 15 juin 1944. Ce bref paragraphe mériterait tout un livre, à la gloire de ceux qui ont sauvé l'honneur, pendant ces quatre années horribles.

Dans ce résumé historique, il est encore nécessaire de rappeler le « NON » catégorique opposé au Référendum du 28 septembre 1958, à ce qui allait devenir la monarchie «que vous savez ».

Au 51ème Congrès du 26 juin 1966, un nouveau préambule aux Statuts, en 12 points, est voté (voir Jeune-République n° 59/66). Il situe la J.R. dans la stratégie de la gauche et montre l'originalité du SOCIALISME PERSONNALISTE.

Après avoir pratiqué pendant de très longues années une politique persévérante d'union des forces populaires, le PARTI DE LA JEUNE-REPUBLIQUE, le 7 juillet 1972, donne son adhésion au PROGRAMME COMMUN de la GAUCHE en ces termes: «Au moment où les couches sociales les plus défavorisées demandent l'amélioration d'un niveau de vie qui se dégrade constamment, l'accord des deux principaux partis de gauche sur un programme de gouvernement fait lever un immense espoir dans le peuple de ce pays ».

L'histoire de LA JEUNE-REPUBLIQUE, même brossée à grands traits, montre une particulière cohérence, tant sur le plan international (défense de la paix, appui aux peuples en lutte pour leur indépendance, dernièrement le VIETNAM et le CAMBODGE) que sur le plan intérieur (rassemblement populaire pour une démocratie nouvelle: un socialisme au service de l'homme).

LE PERSONNALISME

Cette cohérence dans le temps – à la fois logique et fidélité – peut en partie s'expliquer par l'appartenance de la J.R. à un courant politique qui va de BUCHEZ à Marc SANGNIER et à une famille de pensée dont Emmanuel MOUNIER est l'une des figures les plus expressives.

« Le personnalisme, écrivait-il, se distingue rigoureusement de l'individualisme et souligne l'insertion collective et cosmique de la personne ». En même temps qu'il se séparait du collectivisme stalinien, MOUNIER critiquait l'individualisme de la bourgeoisie et son matérialisme, au sens grossier du mot. Il a vécu la crise du capitalisme des années 30 et a été influencé par la faillite, notamment sur le plan moral, de la classe dirigeante.

Le décor historique, en ce dernier quart du XX^e siècle, s'est modifié. L'homme a pris pied sur la lune. L'utilisation de l'énergie atomique à des fins industrielles, malgré ses dangers, a déjà commencé. Les progrès de l'électronique permettent aujourd'hui à un seul homme de diriger un empire transnational aussi divers et ramifié sur l'étendue du globe qu'il. T. T. et l'Informatique facilite la mise en fiche centralisée de tous les citoyens dans n'importe laquelle de leurs activités.

Des tours nouvelles se dressent. Des sociétés multinationales, dont la puissance est comparable à celle d'Etats comme la Belgique et la Norvège, la Suisse ou l'Argentine, y établissent ostensiblement leurs technostructures. Ces nouveaux donjons dominant des forêts d'H.L.M. et des marais de bidonvilles, c'est-à-dire toute une foule d'habitants anonymes, que l'Administration peut connaître intimement.

Mais les structures capitalistes, au stade des monopoles, sont encore plus aliénantes que les structures féodales qui sauvegardaient un lien -fut-il d'allégeance -entre les personnes. Tant que ces structures se maintiendront, la toute-puissance de l'argent entravera les relations humaines dans des domaines aussi différents que la famille, l'enseignement, la recherche scientifique ou l'art.

Dans ce système mercantile, la conservation et l'accumulation du capital se présentent pour beaucoup comme le but de l'existence. Le patrimoine garantit même la survie de l'individu. L'échange fondé sur le troc exclut la gratuité et le don, formes d'enrichissement spirituel inconnues de l'idéologie bourgeoise. La compétition scolaire et la sélectivité, images de la concurrence économique, portent les marques de la férocité. Les critères de l'art dépendent des fluctuations d'un marché, dont les milieux populaires sont écartés.

Les seules valeurs sont celles qui se négocient. Le travailleur est aliéné par ce système, surtout en période de récession, de chômage, d'inflation. Mais le patron est aussi dépersonnalisé par sa relation abstraite et souvent unique avec l'argent. Ni l'un, ni l'autre ne réussissent à devenir eux-mêmes, c'est-à-dire une personne distincte en même temps que solidaire des autres.

L'homme d'aujourd'hui, s'il est parfois plus préoccupé de consommer que d'épargner - à partir d'un certain niveau de bien être, beaucoup moins généralisé que les mass media ne le prétendent - veut sur un plan extra économique, émerger de l'anonymat. Il cherche à découvrir son identité. Il s'efforce d'être soi-même et il se rend compte que sa vie n'a de sens qu'en considération d'un ensemble de relations, depuis la cellule familiale jusqu'à l'humanité en marche à travers les âges.

Le SOCIALISME PERSONNALISTE ajoute à la notion de besoin celle de valeur. Le progrès technique est, en soi, bienfaisant, même s'il multiplie et diversifie les besoins à l'infini. Encore faudrait-il qu'un système sociopolitique archaïque ne frustre pas les masses de la satisfaction de ses besoins. Mais produire toujours plus, pour consommer davantage ne saurait constituer une fin satisfaisante, si chacun se limite à des rapports avec les choses.

Le souci de rendement ne doit pas faire oublier que les hommes aspirent fondamentalement à plus de justice, plus de paix, plus de joie mais aussi plus d'espace, plus d'air, plus de soleil, plus de libertés. La productivité exalte moins que la créativité. Que les planifications intensifient le rendement, à condition que des échanges vrais entre les hommes s'affinent, par delà les objets.

Que chacun identifie en autrui un visage, un nom, une histoire, une œuvre, c'est-à-dire précisément ce qui accroît la justice, la paix et la joie entre les auteurs de ces identifications.

Que chacun reconnaisse finalement à autrui la liberté d'être soi : corse, juif, normand, nègre, breton, québécois, occitan, etc..., quelqu'un, une personne acceptée dans sa totalité.

Cette reconnaissance de celui qui est différent se traduit politiquement par l'idée de fédéralisme et celle de pluralisme. Une nation unie ne doit pas être nécessairement réduite à un pouvoir centralisé à l'excès. Un front commun ne doit pas exiger une pensée uniforme. Accepter autrui, le respecter, c'est le regarder comme porteur de vérités, souvent convergentes. Tous les systèmes qui veulent monopoliser la vérité au nom de la religion, de la science, ou de quelque dogmatique que ce soit, menacent la personne. La vérité du savant ou de l'homme religieux exige une quête humble, modeste, patiente, toujours remise en cause par quelques uns. La connaissance s'étend bien au-delà du mesurable et ne s'arrête pas aux domaines des greffes du cœur et des voyages interplanétaires.

A ceux qui empaillent, au Musée Grévin, les prêtres, les philosophes et les artistes, à ceux qui prédisent la mort de l'homme et qui croient déceler des indices prémonitoires dans une civilisation de l'ordinateur tout-puissant et de la marchandise souveraine, à ceux qui s'attachent à donner aux structures socio-économiques un rôle exclusif dans le développement de l'homme, à ceux qui s'accommodent d'un environnement aussi dépersonnalisé que l'univers mental d'un psychotique, le personnalisme associé au socialisme répond par une apologie d'un sujet créateur d'œuvres et de relations mutuellement valorisantes.

Une révolution personnelle - que d'aucuns nommeront conversion ou découverte d'une solution - doit préparer, accompagner et compléter la transformation des structures socio-économiques. Sinon, un autre appareil oppressif risque de se substituer au régime d'exploitation des sociétés multinationales et de l'Etat bourgeois.

Le SOCIALISME PERSONNALISTE se distingue tant de l'individualisme que de l'étatisme. Il œuvre pour la souveraineté du peuple, en premier lieu l'accession des travailleurs au pouvoir, et le respect des personnes, à commencer par les plus déshérités et les plus marginales. Il vise à un nouveau style de relation entre toi et moi, à travers la constante remise en cause résultant du dialogue. Il se préoccupe de promouvoir une présence à soi-même et au monde de chaque personne. Il s'engage dans la voie de la réconciliation de l'homme avec autrui et avec soi-même. Il s'efforce d'ouvrir le champ à la créativité de chacun dans un processus de développement continu.

Le SOCIALISME PERSONNALISTE actualise des valeurs tenues pour permanentes. Il tient compte des signes du temps présent, en particulier le bond en avant des techniques de production et la conscientisation des masses dans notre pays et dans le monde. Par sa volonté de s'incarner dans le peuple qui fait l'histoire, il prépare à des combats difficiles en direction de l'avenir, à partir d'une réflexion en commun.

Accueillir ces idées, les vivre jusqu'à transformer le monde et soi-même, à partir d'éléments simples ou de lignes de force :

- appartenir à une communauté et participer ardemment à la réalisation de ses objectifs ;
- accroître ses connaissances et s'exprimer sous mille formes différentes, à partir des matériaux qu'offrent les cultures les plus diverses;
- tracer une histoire personnelle reliée aux éléments les plus vivants, les plus actifs de la société - la classe ouvrière - et à tout un peuple en marche;
- dépasser l'anonymat, le conformisme, la réification (boulot, métro, dodo), cette reconstitution quotidienne de la force de travail qui devient le seul but de l'existence;
- édifier, avec les camarades, une œuvre commune en laquelle chaque personne reconnaisse une œuvre singulière.

Reste la rude tâche à accomplir par des moyens politiques: LE SOCIALISME.

LE SOCIALISME

Le seul mot de socialisme oblige à reprendre des notions de base. La lutte des classes domine toute l'histoire du mouvement ouvrier, comme elle domine toute l'histoire des relations au sein des sociétés humaines. Elle s'est accentuée, au début du XIXème siècle, avec la révolution industrielle.

Face à l'employeur contraint par la concurrence à tirer du travail humain le maximum de profit, les travailleurs prennent conscience de leur force. Il se regroupent, obtiennent la reconnaissance du droit syndical, répliquent par la lutte syndicale et politique.

C'est par des luttes héroïques, parfois sanglantes, que sont arrachées les conquêtes sociales : droit de grève, interdiction du travail de nuit des femmes et des enfants, inspection du travail, assurances sociales, sécurité sociale, congés payés, quarante heures, action syndicale dans l'entreprise.

Mais le patronat tente, à la faveur d'événements politiques, de crises économiques, de reprendre ce qu'il a dû accorder par la force. Cette lutte des classes est bien antérieure au marxisme mais Karl Marx, par une étude scientifique des faits a précisé des lois et dégagé les conséquences du régime capitaliste.

Les réalités économiques sont aujourd'hui déterminantes et leur évolution rend les réformes de structures chaque jour plus impérieuses. Un décalage croissant s'est établi entre les moyens techniques en développement et un régime libéral qui reste dominé par le seul souci du profit. Cette contradiction conduit à un blocage de la machine économique.

C'est la loi de l'offre et de la demande qui guide la production. Il en résulte, au sein des économies occidentales très complexes, des crises caractérisées par des périodes d'inflation au

cours desquelles la production est incapable de satisfaire les besoins solvables, et, par des périodes de surproduction, de mévente, de chômage.

Une société libérale, même de type avancé, en abandonnant l'animation de l'économie à une initiative privée, fondée sur le profit et fatalement anarchique, ne permet pas d'utiliser pleinement et rationnellement les moyens de production, ni surtout de réaliser le développement équilibré de l'outillage et des moyens techniques, qui conditionne les progrès ultérieurs.

Il s'agit de substituer à une économie capitaliste fondée sur les profits de quelques uns, une économie commandée par la satisfaction des besoins croissants des masses laborieuses.

Le SOCIALISME PERSONNALISTE se réfère aux personnes telles qu'elles sont, c'est-à-dire en considération de leur diversité de nature, de tempérament, de talent, mais égales en droit. Il implique, en particulier, l'articulation d'un «habeas corpus » pour notre temps, une charte de la personne garantissant la protection de ses droits et de ses engagements, dans sa vie privée, sur les lieux de son travail, dans ses loisirs, dans l'expression de ses croyances.

La sécurité des personnes et des biens personnels doit être garantie contre toutes les atteintes et les agressions dont elles peuvent être l'objet. La sécurité matérielle dans une économie dite d'abondance, sinon de gaspillage, ne peut être l'apanage exclusif d'une minorité ou dépendre des hasards de la naissance, de l'existence, du jeu. Cette sécurité matérielle sera assurée et étendue à tous, grâce à l'attribution, de la naissance à la mort, d'un revenu social garanti, condition indispensable d'une véritable libération, en même temps que d'un minimum de justice distributive. En contrepartie, chaque personne valide sera astreinte à un service social obligatoire.

La justice sociale dépend aussi d'une réforme monétaire en profondeur. La monnaie doit être détachée de toute référence spéculative à l'étalon-or, comme à l'étalon-dollar, cause primordiale de l'inflation en régime capitaliste. Une monnaie moderne n'a de valeur que par référence aux biens réellement ou potentiellement disponible à court terme. Le pouvoir d'achat de chaque citoyen sera donc fonction d'une simple comptabilité-matière, qui permettra de connaître quasi instantanément -par le moyen du calcul électronique - l'état des stocks ou des biens disponibles ou pouvant être libérés sur le marché, dans les plus brefs délais. Bien entendu, pour être l'exact reflet du circuit production-consommation, cette monnaie ne saurait être thésaurisable.

Le pouvoir d'achat de chacun sera donc effectivement conditionné par l'effort de tous. Cette économie de besoin se trouvera à l'abri de la pénurie et du gaspillage.

Il appartiendra au citoyen de participer, dans les conditions concrètes les plus satisfaisantes, à une planification souple, décentralisée, adaptée aux données nouvelles de la recherche scientifique et technique.

Le sol comme le sous-sol seront remis au domaine public qui pourra le transférer aux collectivités régionales et locales. La socialisation des sols et des sous-sols mettra un terme définitif à toute espèce de spéculation ou d'appropriation par des groupements d'Intérêts. Des dispositions particulières protégeront, ainsi qu'il a été dit, la propriété individuelle légitime.

Le droit à la santé est affaire de solidarité, non de profit. Nous préconisons la nationalisation immédiate de l'industrie pharmaceutique, la création d'un office national de la

santé, la gratuité totale des soins médicaux, de cure, d'hospitalisation, ainsi que la nécessaire humanisation des établissements hospitaliers, psychiatriques et gériatriques où la personne est loin d'être respectée.

Des mesures de réinsertion sociale devront être prises en faveur de la multitude des infirmes et des handicapés sociaux, de tous ceux que le régime capitaliste marginalise, qui devront être mis en mesure de défendre leurs droits et de s'intégrer dans la société.

Dans un autre ordre de préoccupation, la défense collective contre un éventuel envahisseur et l'affaire de tous et non point d'un petit groupe d'individus ou d'une armée de métier.

Il doit être mis un terme – internationalement – à la course aux armements et notamment à la fabrication des armes atomiques, bactériologiques, chimiques, qui peuvent mettre en péril l'espèce humaine, sur une planète qui rétrécit, dans un temps qui s'accélère. La France devra refuser toute vente d'arme à l'étranger et boycotter des régimes où sévissent ethnocide, l'apartheid, la dictature.

EN CONCLUSION : LUTTER

A partir de ce point, nous sortons du cadre d'un manifeste sur le socialisme personnaliste, pour aborder le programme politique qui devra faire l'objet d'une étude et d'une discussion avec les autres partis de gauche.

Le SOCIALISME PERSONNALISTE, en faisant progresser dans l'opinion des valeurs sécurisantes, des valeurs d'accomplissement et des valeurs de dépassement, pourrait orienter le nouveau régime dans le sens d'un respect de la personne, de sa dynamique et de son épanouissement.

Du collectif, nous revenons à l'unité dans cette définition : la personne se construit par les réponses qu'elle donne à l'histoire de son époque, par ses actes aux prolongements sociaux.

En relation avec des communautés en devenir, la personne est partie intégrante, dans le cours des temps, d'accomplissement collectif à l'échelle de l'humanité. Partie d'un tout, elle ne doit pas être sacrifiée, sauf si elle le décide, à cette totalité.

**LE SOCIALISME PERSONNALISTE EST UN OPTIMISME POUR TOUS LES HOMMES ET
POUR TOUT L'HOMME**